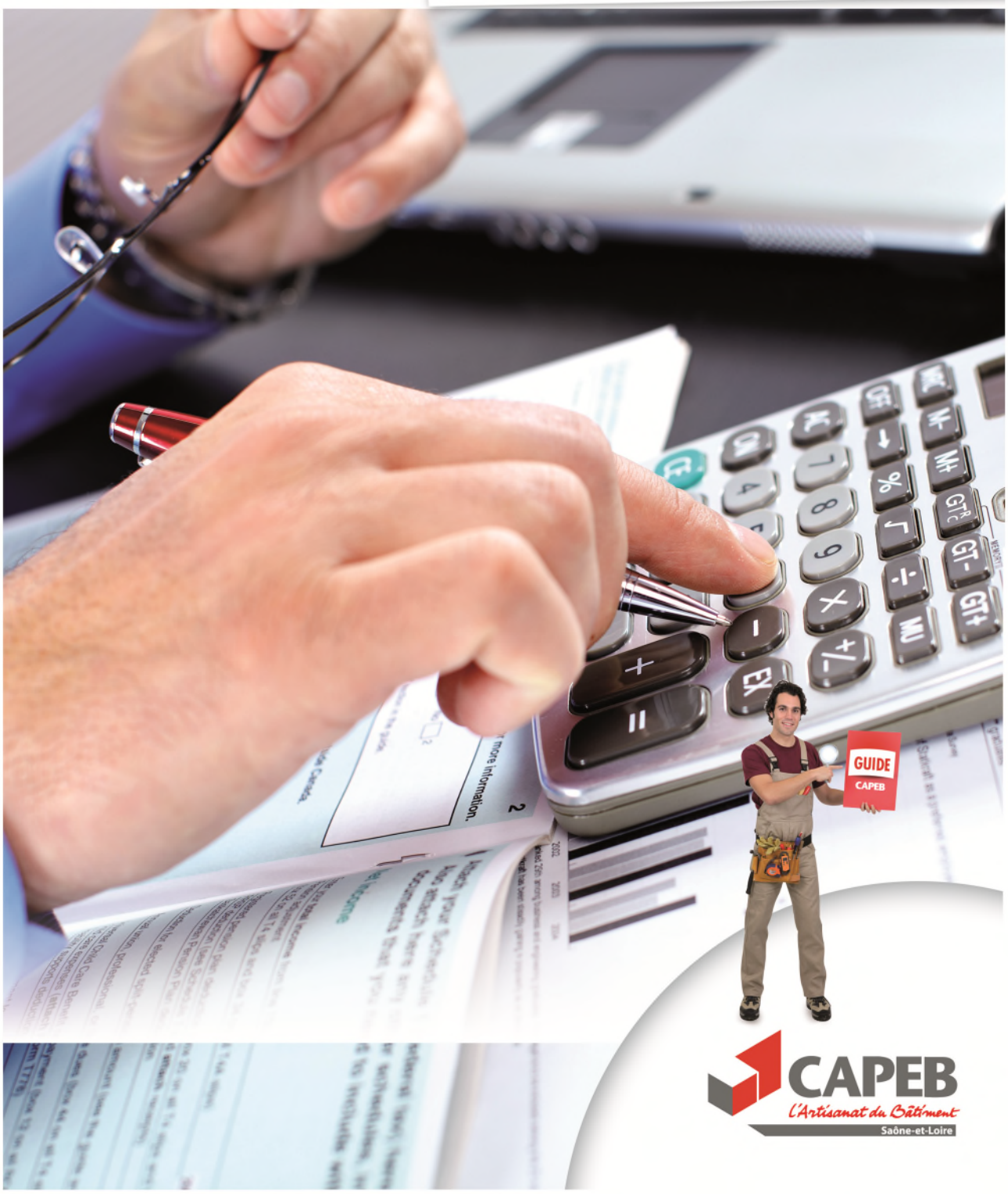
Le guide

des chiffres clés pour la paie dans le bâtiment



CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment
Saône-et-Loire

www.capeb71.fr

Juin 2026 - Version n°77

Chalon-Sur-Saône, le 29 mai 2026

Chers adhérents,

Votre CAPEB 71 a le plaisir de vous transmettre ***une nouvelle version*** *mise à jour, de votre «* ***Guide des chiffres clés pour la paie dans le bâtiment*** *».*

Ce guide est une aide pour vous permettre de rédiger vos bulletins de paie et intégrer les coûts salariaux à vos prix de revient.

Attention, les chiffres peuvent évoluer régulièrement*. Aussi, nous vous invitons à lire systématiquement votre* ***CAPEB INFOS*** *et les newsletters que nous vous adressons et à consulter notre* ***site internet*** *www.capeb71.fr et notre* ***Application*** *pour Smartphones et tablettes.*

Le droit évolue, ne vous laissez pas surprendre !

Et pour toute question, nos juristes sont au quotidien à votre disposition à la CAPEB 71 à CHALON.

Syndicalement votre.

Emmanuel LEBLANC
Secrétaire Général CAPEB 71

CHIFFRES CLÉS…

Applicable au 1er juin 2026

NOUVEAU

SMIC

- Taux horaire brut du SMIC : **12,31 €**
- Montant mensuel brut : **1 867,02 €** (sur la base de 35 heures x 52/12)
- Montant annuel brut : **22 404,24 €**

PLAFONDS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

➔ Plafond journalier : **220 €**
➔ Plafond mensuel : **4 005 €**
➔ Plafond trimestriel **:** **12 015 €**
➔ Plafond annuel **:** **48 060 €**
➔ Plafond d'exonération du panier : **10,40 €**

Calcul de la réduction des cotisations patronales – RGDU

(Version 2026)

À compter du 1er janvier 2026, le dispositif d'allègement des cotisations patronales, auparavant connu sous le nom de réduction générale (ex-réduction Fillon / RGCP), évolue avec la mise en place de **la Réduction Générale Dégressive Unique (RGDU)**. Ce nouveau mécanisme s'applique aux cotisations et contributions dues pour les périodes d'activité débutant à partir de cette date.

La RGDU simplifie le calcul des allègements et élargit leur champ d'application : elle supprime, pour la majorité des employeurs, les réductions de taux spécifiques sur les cotisations patronales d'assurance maladie et d'allocations familiales, **tout en portant le plafond d'application à 3 SMIC**.
Cette réduction est donc accessible à l'ensemble des salariés dont la rémunération est inférieure à ce seuil.

Le calcul de la RGDU reste basé sur le principe connu de la réduction générale :

Montant de la réduction = coefficient de la réduction × rémunération brute assujettie

Pour plus de précisions, nous vous invitons à contacter la CAPEB 71 qui vous remettra un guide explicatif sur simple demande afin de vous accompagner pas à pas dans l'application de ce nouveau dispositif.

Pour toute précision, n'hésitez pas à contacter le **Service Juridique et Social de la CAPEB 71**
5, rue George Eastman – CS 10026 – 71102 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex
Tél. : 03.85.90.97.70 – e.mail : capeb71@capeb71.fr

GRILLE DES SALAIRES des ouvriers du bâtiment

- Cette grille indique le **montant des salaires minimaux** que vous devez verser à vos ouvriers en fonction de leur catégorie professionnelle.

(ATTENTION : aucun salaire ne doit être inférieur au **SMIC** : **12,31€/heure soit 1 867,02 €/ mois)**

Si suite à l'augmentation du SMIC, vous constatez que certains de vos salariés perçoivent un salaire inférieur, vous devez modifier leur taux horaire.

- Les barèmes ont été fixés à l'échelon de la Bourgogne Franche-Comté par accords régionaux en date du **18 mars 2024** dans le cadre des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment. Ils ont été **étendus** par le Ministre du Travail le 25/06/2024 *(c'est-à-dire rendus obligatoires pour toutes les entreprises du bâtiment)*.

- **Ils sont applicables au sein des entreprises aux dates suivantes :**

→ Pour les entreprises occupant **jusqu'à 10 salariés** : au **06/07/2024** *(parution au Journal Officiel)*

→ Pour les entreprises occupant **plus de 10 salariés** : au **06/07/2024** *(parution au Journal Officiel)*

CATEGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRES MENSUELS minimaux *(151,67 HEURES)*	SALAIRES HORAIRES minimaux *(35H)*
Niveau I **Ouvriers d'exécution**			
Position 1	150	1 816 €	11,9734 €
Position 2	170	1 840 €	12,1316 €
Niveau II **Ouvriers professionnels**	185	1 874 €	12,3558 €
Niveau III **Compagnons professionnels**			
Position 1	210	2 051 €	13,5228 €
Position 2	230	2 193 €	14,4590 €
Niveau IV **Maîtres ouvriers Chefs d'équipe**			
Position 1	250	2 335 €	15,3953 €
Position 2	270	2 477 €	16,3315 €

INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS des ouvriers du bâtiment

- Les tableaux ci-dessous vous indiquent le **montant minimal des indemnités** que vous devez verser à vos ouvriers en **petits déplacements ;**

- Les barèmes ont été fixés à l'échelon de la Bourgogne Franche-Comté par accords régionaux en date du **18 mars 2024** dans le cadre des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment. Ils ont été **étendus** par le Ministre du Travail le 25/06/2024 *(c'est-à-dire rendus obligatoires pour toutes les entreprises du bâtiment)*.

- **Ils sont applicables au sein des entreprises aux dates suivantes :**

➔ Pour les entreprises occupant **jusqu'à 10 salariés** : au **06/07/2024** *(parution au Journal Officiel)*

➔ Pour les entreprises occupant **plus de 10 salariés** : au **06/07/2024** *(parution au Journal Officiel)*

INDEMNITÉ DE REPAS (ou PANIER)

✓ Son montant est de **11,44 €**.

INDEMNITÉ DE TRAJET

✓ Elle a pour objet de compenser le temps que l'ouvrier consacre pour se rendre chaque jour sur le chantier et en revenir.

ZONES	Montant Journalier pour un Aller Retour
ZONE 1 (0 A 10 KMS)	**1,76 €**
ZONE 2 (10 A 20 KMS)	**3,38 €**
ZONE 3 (20 A 30 KMS)	**4,70 €**
ZONE 4 (30 A 40 KMS)	**6,60 €**
ZONE 5 (40 A 50 KMS)	**7,77 €**

INDEMNITÉ DE FRAIS DE TRANSPORT

✓ Elle a pour objet **d'indemniser forfaitairement les frais de transport** engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier et en revenir en fin de journée de travail, quel que soit le moyen de transport. Elle n'est due que si l'ouvrier engage personnellement des frais de transport.

ZONES	Montant Journalier pour un Aller Retour
ZONE 1 (0 A 10 KMS)	**2,65 €**
ZONE 2 (10 A 20 KMS)	**5,57 €**
ZONE 3 (20 A 30 KMS)	**9,06 €**
ZONE 4 (30 A 40 KMS)	**11,67 €**
ZONE 5 (40 A 50 KMS)	**14,51 €**

GRILLE DES SALAIRES DES ETAM du bâtiment

Applicable depuis le 06 juillet 2024

- Cette grille indique le **montant des salaires minimaux** que vous devez verser à vos salariés classés dans la catégorie des **ETAM du bâtiment**.

  (ATTENTION : aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC : 12,31€/heure soit 1 867,02 €/ mois)

- **Si suite à l'augmentation du SMIC, vous constatez que certains de vos salariés perçoivent un salaire inférieur, vous devez modifier leur taux horaire.**

- Les barèmes ont été fixés à l'échelon de la Bourgogne Franche-Comté par accords régionaux en date du **18 mars 2024** dans le cadre de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment. Il a été **étendu** par le Ministre du Travail le 25/06/2024 *(c'est-à-dire rendus obligatoires pour toutes les entreprises du bâtiment)*.

- Cet accord régional est **applicable au sein de toutes les entreprises quelle que soit leur taille**, à compter du **06 juillet 2024** (date de parution au Journal Officiel).

Niveau	Valeurs
Niveau A	1 816 €
Niveau B	1 857 €
Niveau C	1 957 €
Niveau D	2 138 €
Niveau E	2 392 €
Niveau F	2 664 €
Niveau G	2 990 €
Niveau H	3 179 €

Pour toute précision, n'hésitez pas à contacter le **Service Juridique et Social de la CAPEB 71**
5, rue George Eastman – CS 10026 – 71102 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex
Tél. : 03.85.90.97.70 – Fax : 03.85.90.97.79 – e.mail : capeb71@capeb71.fr

GRILLE DES SALAIRES DES I.A.C (Cadres) du bâtiment

Applicable depuis le 1er février 2019

- Cette grille vous indique le **montant des appointements minimaux** que vous devez verser à vos salariés ayant le statut de **cadre**.

- Les nouveaux barèmes applicables **depuis le 1er février 2019** ont été fixés à l'échelon national le 16 janvier 2019. (Pour un horaire hebdomadaire de 39 heures). Ils sont toujours en cours d'application.

Coefficient	Applicable à compter du 01/02/2019
60	1 919 €
65	2 079 €
70	2 238 €
75	2 364€
80	2 516 €
85	2 667 €
90	2 816 €
95	2 971 €
100	3 097 €
103	3 188 €
108	3 308 €
120	3 656 €
130	3 949 €
162	4 903 €

Depuis le 1er février 2013, le salaire minimum conventionnel du cadre ayant conclu une convention individuelle de forfait en jours est majoré de 10%.

Précision :

Un avenant du 19 janvier 2026 à la Convention collective nationale **non étendue** relative aux appointements minima des ingénieurs, assimilés et cadres du bâtiment du 30 avril 1951 revalorise les salaires minimaux conventionnels des cadres à compter du **1er février 2026.**
Cet avenant, relevant d'un **accord national non étendu**, lie exclusivement les entreprises adhérentes des organisations patronales signataires.
La CAPEB n'étant pas signataire de cet avenant, les entreprises qui y sont adhérentes n'ont aucune obligation d'appliquer les minimas de cette grille.
Toutefois, si vous souhaitez évaluer l'opportunité d'une hausse des salaires nous pouvons vous communiquer cette grille des salaires minimas issue de l'avenant du 19 janvier 2026.
Merci de contacter notre service juridique.

GRILLE DE SALAIRES des APPRENTIS du bâtiment

Applicable au 1er juin 2026

- Cette grille indique le **montant des salaires minimaux, calculés en pourcentage du SMIC,** que vous devez verser à vos apprentis en fonction de leur âge et de leur année d'apprentissage.

ANNEE D'APPRENTISSAGE	AGE DE L'APPRENTI	% DU SMIC	Montant depuis le 1er juin 2026 Pour 151,67 h
1ière année	- Moins de 18 ans - De 18 à 20 ans - A partir de 21 ans - A partir de 26 ans	40% 50% 55% 100%	746,81 € 933,51 € 1026,86 € 1867,02 €
2ième année	- Moins de 18 ans - De 18 à 20 ans - A partir de 21 ans - A partir de 26 ans	50% 60% 65% 100%	933,51 € 1120,21 € 1213,56 € 1867,02 €
3ième année	- Moins de 18 ans - De 18 à 20 ans - A partir de 21 ans - A partir de 26 ans	60% 70% 80 % 100%	1120,21 € 1306,91 € 1493,62 € 1867,02 €

Taux horaire du SMIC au 01/06/2026 : **12,31 €.**
Le taux mensuel est calculé sur la base du taux horaire multiplié par 151,67 heures.

Attention : ***à partir de 21 ans,*** *les pourcentages s'appliquent au* ***salaire minimum conventionnel de l'emploi occupé, s'il est plus favorable*** *(voir grille de salaires des ouvriers du Bâtiment).*

En cas de redoublement ou d'échec à l'examen à l'issue du cycle d'apprentissage, la rémunération est identique à celle de l'année précédente.

➔ **En cas de prolongation de l'apprentissage** par une **formation complémentaire (préparation d'un diplôme connexe ou d'une mention complémentaire)**, l'apprenti percevra la rémunération équivalente à la dernière année du contrat, **majorée de 15 points.**

✓ LES COTISATIONS SOCIALES DU RÉGIME APPRENTI :

Pour mémoire : L'exonération spécifique des cotisations patronales sur les contrats d'apprentissage du secteur privé est supprimée depuis le 1er janvier 2019.

Les rémunérations des apprentis bénéficient depuis cette date de la réduction générale de cotisations renforcée.

L'exonération des cotisations salariales spécifique aux contrats d'apprentissage du secteur privé est maintenue mais limitée à :

- **79% du SMIC pour les contrats conclus jusqu'au 28/02/2025.**
- **50 % du SMIC pour les contrats conclus à partir du 01/03/2025**.

Pour l'année 2026, nombre d'heures travaillées pour un mois considéré complet sur la base de 35 heures par semaine à raison de :

- Ce tableau permet, dans plusieurs hypothèses précises, d'obtenir directement le nombre d'heures de travail compris dans l'horaire de l'entreprise pour le mois considéré complet sur une base hebdomadaire de travail de 35 heures.

	5 jours par semaine					**4 jours par semaine**								
	L	M	M	J	V	L	M	M	J		M	M	J	V
	7H	7H	7H	7H	7H	9H	9H	9H	8H		9H	9H	9H	8H
Janvier	154					148					157			
Février	140					140					140			
Mars	154					158					149			
Avril	154					157					158			
Mai	147					140					148			
Juin	154					158					149			
Juillet	161					157					166			
Août	147					149					140			
Septembre	154					158					158			
Octobre	154					148					157			
Novembre	147					149					140			
Décembre	161					166					167			
TOTAL	**1 827**					**1 828**					**1 829**			
Moyenne mensuelle	*152,25*					*152,33*					*152,42*			

TAUX ET ASSIETTES DE COTISATIONS du Bâtiment

Applicables au 1er janvier 2026

RÉGIMES		TAUX GLOBAL (%)	RÉPARTITION		ASSIETTE (base de calcul applicable) (1)	
			Employeur (%)	Salarié (%)		*Entreprises concernées*
URSSAF	Maladie, maternité, invalidité, décès (2)	**13,00**	**13,00**	**-**	Totalité du salaire	Toutes
	Vieillesse plafonnée	**15,45**	**8,55**	**6,90**	Tranche A	
	Vieillesse déplafonnée	**2,51**	**2,11**	**0,40**	Totalité du salaire	
	Allocations familiales salaire (6)	**5,25**	**5,25**	**-**	Totalité du salaire	
	Accident du travail	**Taux patronal variable selon activité**			Totalité du salaire	
	Fonds National d'Aide au Logement (FNAL)	**0,10**	**0,10**	**-**	Salaire + 11.5% sans dépasser T1 + 11.5%	Moins de 50 salariés
		0,50	**0,50**	**-**	Totalité du salaire **(4)**	Au moins 50 salariés
	CSG non déductible CSG déductible CRDS non déductible	**2,40** **6,80** **0,50**	**-**	**2,40** **6,80** **0,50**	Totalité du salaire **(3)**	Toutes
	Forfait social	**20**	**20**		(7)	
		8	**8**		Cotisations patronales finançant les régimes de prévoyance	Au moins 11 salariés
	Contribution solidarité	**0,30**	**0,30**		Totalité du salaire	Toutes
FRANCE TRAVAIL	Contribution assurance chômage	**4,00**	**4,00**	**-**	Salaire jusqu'à 4 fois le plafond de la Sécurité Sociale	Toutes
	AGS	**0,25**	**0,25**	**-**		
	APEC Cadres	**0,06**	**0,036**	**0,024**		
Retraite complémentaire AGIRC ARRCO	Contribution d'équilibre général (CEG)	**2,15** **2,70**	**1,29** **1,62**	**0,86** **1,08**	T.1 T.2	Toutes
	Contribution d'équilibre technique (CET)	**0,35**	**0,21**	**0,14**	Du 1 er euro jusqu'à T2 pour les salaires > 1 plafond SS	
	Retraite complémentaire **(Ouvrier)**	**7,87**	**4,72**	**3,15**	T 1	Toutes
		21,59	**12,95**	**8,64**	T 2	
	Retraite complémentaire **(ETAM)**	**7,87**	**4,47**	**3,40**	T 1	
		21,59	**12,70**	**8,89**	T 2	
	Retraite complémentaire **(CADRE)**	**7,87**	**4,72**	**3,15**	T1	Toutes
		21,59	**12,95**	**8,64**	T2	Toutes
Régime PREVOYANCE OUVRIER	Prévoyance	**2,59**	**1,72**	**0,87**	Totalité du salaire	Toutes
BTP PREVOYANCE ETAM	Prévoyance	**1,85**	Au min. **1,25**	**0,60**	Totalité du salaire	Toutes
BTP PREVOYANCE Cadre	Prévoyance	**1,50**	**1,50**	**-**	T1	
		2,40	**1,20**	**1,20**	1 et 4 Plafond SS (répartition indicative)	

Caisse de Conges	**Congés payés**	***Taux patronal fixé par chaque caisse***			Totalité du salaire		Toutes
	O.P.P.B.T.P	**0,11**	**0,11**		Totalité du salaire, majoré de 13.14% au titre des congés payés et de la prime vacances **(5)**		Toutes
	Chômage intempéries : **Gros œuvre** **Second Œuvre**	**0,68** **0,13**	**0,68** **0,13**		Pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 Masse salariale cumulée au-delà de l'abattement annuel **95 040 euros**		Toutes
Taxe Apprentissage		**0,59 % (part principale)** **0.09% (solde)**	**0,59 % (part principale)** **0.09% (solde)**		Totalité du salaire **(4)**		Toutes
Participation Construction		**0,45**	**0,45**		Totalité du salaire de l'année 2025 **(4)**		Au moins 50 salariés
Formation professionnelle	**Taux légal** **Taux conventionnel** **CCCA-BTP**	**0,55** **0,35** **0,30**	**0,55** **0,35** **0,30**	**-** **-** **-**	Totalité salaire **(4)** Totalité salaire Totalité salaire **(4)**	URSSAF PROBTP	Moins de 11 salariés
	Taux légal comprenant cotisation CCCA-BTP (0,30%) **Taux conventionnel**	**1** **0,20**	**1** **0,20**	**-** **-**	Totalité salaire Totalité salaire **(4)**	URSSAF PROBTP	Au moins 11 salariés De 11 à 299 salariés
	CPF- CDD	**1,00**	**1,00**	**-**	Totalité du salaire **(4)**		Toutes employant un CDD
Dialogue social	**Taux légal**	**0,016**	**0,016**	**-**	Totalité du salaire		Toutes
	Taux conventionnel	**0,15**	**0,15**	**-**			Jusqu'à 10 salariés

Tranche 1 : salaire limité au plafond de la SS,

Tranche A : salaire limité au plafond de la SS, soit à partir du 1er janvier 2026 : 48 060 € par an et 4 005 € par mois.

Tranche 2 : salaire compris entre 1 à 8 fois le plafond de la Sécurité sociale.

Depuis 2016, les entreprises doivent obligatoirement souscrire un régime de frais de santé pour leurs salariés et prendre en charge au minimum 50% de la cotisation due à ce titre.

(1) Assiette de cotisations : le taux de la DFS passera à 7% en 2026. Ce taux sera réduit chaque année de 1 point jusqu'au 1er janvier 2030, puis de 1,5 point les deux dernières années jusqu'à sa suppression à partir du 1er janvier 2032.

(2) Avant le 1er janvier 2026, pour les employeurs éligibles à la réduction générale de cotisations (ex-réduction Fillon), le taux de la cotisation patronale d'assurances maladie-maternité-invalidité-décès pouvait être réduit à 7% (au lieu de 13%) au titre de leurs salariés. Cette réduction de cotisation (taux réduit) a été supprimé à compter du 1er janvier 2026 sauf pour quelques cas particuliers qui conservent leurs exonérations spécifiques (zones prioritaires, LODEOM).

(3) L'assiette correspond 98,25 % salaire brut non abattu (dans la limite de 4 fois le plafond mensuel SS et 100% au-delà) et à 100% des cotisations patronales de prévoyance et de retraite supplémentaire sans abattement pour frais professionnels.

(4) Totalité des salaires (majorés de 11.5% au titre des congés payés et de la prime vacances).

(5) Le salaire horaire de référence, sur lequel est assise la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires, auquel est appliqué le taux de 0,11%, est fixé pour l'année 2026 à 14,91 euros, y compris l'indemnité compensatrice de congés payés.

(6) Avant le 1er janvier 2026, pour les employeurs éligibles à la réduction générale de cotisations (ex-réduction Fillon), le taux de la cotisation patronale pour les allocations familiales pouvait être déduit à 3,45% (au lieu de 5,25%) au titre de leurs salariés. Cette réduction de cotisation (taux réduit) a été supprimé à compter du 1er janvier 2026 sauf pour quelques cas particuliers qui conservent leurs exonérations spécifiques (zones prioritaires, LODEOM).

(7) Des taux réduits de 8%, 10% et 16% s'appliquent pour l'épargne salariale dans certains cas.

Rappel : Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est entré en vigueur le 1er janvier 2019.
Le prélèvement à la source consiste à déduire l'impôt avant versement du revenu : le montant de l'impôt est prélevé chaque mois sur le bulletin de paie. Le **taux de prélèvement** est transmis à l'employeur par l'administration fiscale

Pour les entreprises adhérentes à la **Caisse de Congés Intempéries du Bâtiment,** le taux de cotisation pour les congés payés est de **20,35 %** du total des salaires bruts (au 1er janvier 2026). Pour connaître le taux des autres contributions appelées par la Caisse, vous pouvez consulter le site www.cibtp.fr/.

Rappel des plafonds de la sécurité sociale au 01er janvier 2026

Année	48 060 €
Trimestre	12 015 €
Mois	**4 005 €**
Quinzaine	2 003 €
Semaine	924 €
Jour	220 €

Revalorisation des avantages en nature au 1er janvier 2026

- Cette fiche récapitule les modifications ayant eu lieu au 1er janvier 2026.

Evaluation de l'avantage nourriture

Si, en l'absence de déplacement professionnel, l'employeur fournit la nourriture aux salariés, cet avantage en nature est évalué forfaitairement à :

11,00 euros pour deux repas
5,50 euros pour un seul repas

Evaluation de l'avantage logement

Principe : Lorsque l'employeur fournit le logement à son salarié, cet avantage est fixé sur la base d'une évaluation forfaitaire mensuelle selon un barème intégrant les avantages accessoires (eau, gaz, électricité, chauffage, garage).

Pour une rémunération brute mensuelle (€)	inférieure à 2 002,50	2 002,50 à 2 402,99	2 403,00 à 2 803,49	2 803,50 à 3 604,49	3 604,50 à 4 405,49	4 405,50 à 5 206,49	5 206,50 à 6 007,49	à partir de 6 007,50
Avantage en nature pour une pièce (€)	79,70	93,00	106,20	119,40	146,40	172,60	199,40	225,60
Si plusieurs pièces, avantage en nature par pièce principale (€)	42,60	59,70	79,70	99,50	126,10	152,40	185,70	212,30

Option : L'employeur peut également estimer l'avantage d'après la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation ou à défaut, d'après la valeur locative réelle. Les avantages accessoires sont évalués d'après leur valeur réelle.

Pour toute précision, n'hésitez pas à contacter le **Service Juridique et Social de la CAPEB 71**
5, rue George Eastman – CS 10026 – 71102 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex
Tél. : 03.85.90.97.70 – Fax : 03.85.90.97.79 – e.mail : capeb71@capeb71.fr

Frais Professionnels dans le BTP au 1er janvier 2026

ENTREPRISE OU SALARIE AYANT OPTE POUR L'ABATTEMENT POUR FRAIS PROFESSIONNELS DE 7% *Applicable jusqu'au 31 décembre 2026*		
	Cotisation de sécurité sociale	**CSG-CRDS**
Véhicule		
Indemnité de trajet (CC bâtiment : indemnise la contrainte)	**Réintégration de l'indemnité**	
Indemnité de transport (CC bâtiment : indemnise les frais du salarié pour avoir utilisé son véhicule personnel	Réintégration de l'indemnité	**Exonération (cf. Barème fiscal en vigueur)**
Mise à disposition non permanente d'un véhicule de l'entreprise (hors WE et Congés)	**Exonération totale**	
Mise à disposition permanente d'un véhicule de l'entreprise	**Soumis à cotisations**	
Repas		
Indemnités conventionnelles (panier)	Réintégration de l'indemnité	**Exonération (limite 10,40€)**
Paiement direct du restaurateur de l'entreprise (facture adressée à l'employeur)	Exonération totale	**Exonération**
Titres restaurants : la contribution patronale au financement des titres restaurants doit respecter 2 limites : - être comprise entre 50 et 60% de la valeur nominale du titre, - ne pas excéder 7,32 euros	**Exonération**	**Exonération**
Remboursement des sommes avancées par le salarié au restaurateur	Intégration	**Exonération**
Vêtements de travail spécifiques (article R.4321-1 du code du travail)		
Entreprise loue ou achète les vêtements	Exonération	**Exonération**
Entreprise verse prime au salarié qui achète lui-même ses vêtements	Somme soumise à cotisation	
Entreprise rembourse le salarié des dépenses qu'il a engagées (sur justificatif)	Exonération totale	
Téléphone Portable		
Mise à disposition à usage professionnel (tolérance d'un usage personnel raisonnable)	**Exonération**	
Mise à disposition à usage professionnel et personnel sans limites	**Soumis à cotisations**	
Grands déplacements		
Repas	**Exonération dans la limite de 21,40 € par repas (cas général : les 3 premiers mois)**	
Logement et petit déjeuner pour les déplacements à Paris et dans la petite couronne (départements 92, 93 et 94)	**Exonération dans la limite de 76,60 € par jour (cas général les 3 premiers mois)**	
Logement et petit déjeuner pour les déplacements dans les autres départements de France Métropolitaine	**Exonération dans la limite de 56,80 € par jour (cas général les 3 premiers mois)**	

ENTREPRISE OU SALARIE N'AYANT PAS OPTE POUR L'ABATTEMENT POUR FRAIS PROFESSIONNELS DE 7%		
	Cotisation de sécurité sociale	**CSG-CRDS**
Véhicule		
Indemnité de trajet (CC bâtiment : indemnise la contrainte)	**Réintégration de l'indemnité**	
Indemnité de transport (CC bâtiment : indemnise les frais du salarié pour avoir utilisé son véhicule personnel	**Exonération dans la limite des sommes admises (cf. barème fiscal en vigueur)**	
Mise à disposition non permanente d'un véhicule de l'entreprise (hors WE et Congés)	**Exonération**	
Mise à disposition permanente d'un véhicule de l'entreprise	**Avantage en nature : Soumis à cotisations**	
Repas		
Indemnités conventionnelles (panier)	**Exonération dans la limite de 10,40 €**	
Paiement direct du restaurateur de l'entreprise (facture adressée à l'employeur)	**Dépenses réelles : Exonération totale**	
Titres restaurants : la contribution patronale au financement des titres restaurants doit respecter 2 limites : - être comprise entre 50 et 60% de la valeur nominale du titre, - ne pas excéder 7,32 euros	**Exonération**	
Remboursement des sommes avancées par le salarié au restaurateur	**Dépenses réelles : Exonération totale Sous réserve de justificatifs**	
Vêtements de travail spécifiques (article R.4321-1 du code du travail)		
Entreprise loue ou achète les vêtements	**Exonération totale**	
Entreprise verse prime au salarié qui achète lui-même ses vêtements	**Somme soumise à cotisation**	
Entreprise rembourse le salarié des dépenses engagées (sur justificatif)	**Exonération totale**	
Téléphone Portable		
Mise à disposition à usage professionnel (tolérance d'un usage personnel raisonnable)	**Exonération totale**	
Mise à disposition à usage professionnel et personnel sans limites	**Avantage en nature : Soumis à cotisations**	
Grands déplacements		
Repas	**Exonération dans la limite de 21,40 € par repas (pour les 3 premiers mois)**	
Logement et petit déjeuner pour les déplacements à Paris et dans la petite couronne (départements 92, 93 et 94)	**Exonération dans la limite de 76,60 € par jour (pour les 3 premiers mois)**	
Logement et petit déjeuner pour les déplacements dans les autres départements de France Métropolitaine	**Exonération dans la limite de 56,80 € par jour (pour les 3 premiers mois)**	

NOTES

NOTES

NOTES

VOUS CONSEILLER, VOUS ACCOMPAGNER, VOUS DÉFENDRE

Ma Protection Juridique

Une assurance indispensable pour faire face aux litiges et entreprendre sereinement.

Mon service Technique

Pour suivre toutes les évolutions techniques et réglementaires de mon métier et travailler dans les règles de l'art.

Mon service Economique

Pour doper mon action commerciale, trouver des clients, me démarquer et faire gagner mon entreprise.

Mes formations Professionnelles

Des stages clés en mains pour m'adapter, rester compétitif et avoir toujours une longueur d'avance sur les chantiers.

Mes Économies et Mes Avantages

Accédez à des tarifs privilégiés chez nos nombreux partenaires et grâce à notre Centrale d'Achats.

PLUS FORTS ENSEMBLE

Retrouvez dans la même collection :



CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment
Saône-et-Loire

Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de Saône-et-Loire
5, rue George Eastman - CS 10026 - 71102 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex - Tél. 03 85 90 97 70 - capeb71@capeb71.fr

www.capeb71.fr

Tous les contenus texte publiés dans cet ouvrage sont la propriété de la CAPEB de Saône-et-Loire et sont protégés par les lois de copyright en vigueur en France.